A

L’intention de Madame Alexandra Xanthaki

Rapporteuse Spéciale des Nations Unies

Dans le domaine des Droits culturels

1. **Comment les droits humains sont-ils généralement intégrés dans vos politiques et programmes ? Veuillez indiquer si les droits humains sont des considérations obligatoires, à quelle(s) étape(s) des programmes ils sont considérés et, le cas échéant, quel type d’évaluation d’impact et de suivi de leur mise en œuvre est effectué.**

La question des Droits humains est intégrée à travers des institutions et des programmes mis par le gouvernement et que nous allons présenter succinctement :

L’ouverture démocratique opérée en Algérie dès la fin de l’année 1988 s’est traduite, notamment, par l’adoption de la Constitution de 1989 et la mise en œuvre de nombreuses réformes à caractère politique mais, également, par la mise en place des conditions et du cadre favorisant le respect des libertés et des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Concrètement cela s’est traduit en 1992 par la création simultanée d’un département ministériel des droits de l’Homme, qui a eu une existence éphémère ; et un Observatoire National des Droits de l’Homme (ONDH).

En 2001, l'Observatoire National des Droits de l'Homme a été remplacé par la Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l’Homme, créée initialement par le Décret présidentiel n° 01-71 du 25 Mars 2001. Actuellement, la Commission Nationale est régie par l’Ordonnance n° 09-04 du 27 août 2009 et le décret présidentiel n° 09-263 du 30 août 2009 relatif aux missions, à la composition, aux modalités de nomination des membres et au fonctionnement de la Commission Nationale. Au sens des dispositions de l’ordonnance suscitée, la Commission Nationale est placée auprès du Président de la République. Elle est un organe consultatif de contrôle, d’alerte précoce et d'évaluation dans le domaine du respect des droits de l'Homme, des droits fondamentaux et des libertés publiques des citoyens. En 2016 de la Commission Nationale, érigée ainsi en Conseil National des Droits de l’Homme (CNDH), comme cela ressort des dispositions de l’article 198 de la Constitution du 06 mars 2016. En effet, les dispositions de cet article 198 consacrent ce qui suit : « il est institué un Conseil National des Droits de l’Homme, ci-dessous dénommé « le Conseil », placé auprès du Président de la République, garant de la Constitution. Il jouit de l’autonomie administrative et financière ». Et, l’article 199 de la Constitution prévoit en substance que le CNDH assure, notamment, une mission de surveillance, d’alerte précoce et d’évaluation en matière de respect des droits de l’Homme ; examine, sans préjudice des attributions du pouvoir judiciaire, toute situation d’atteinte aux droits de l’Homme constatée ou portée à sa connaissance ; entreprend toute action appropriée dans ce cadre et initie, par ailleurs, toute action de sensibilisation, d’information et de communication pour la promotion des droits de l’Homme.

A ce niveau Djazairouna attire votre attention, que ces institutions chargées de la protection et la promotion des Droits Humains, ne sont pas autonomes concernant (la nomination des membres, son financement, son programmes …) car elles sont directement placées auprès du président de la république.

Le Conseil National des Droits de l’Homme dresse chaque année un rapport sur la situation des Droits humains en Algérie. Ce rapport est adressé au Président de la République qui donne des orientations au Gouvernement s'agissant de la mise en œuvre d'un certain nombre de recommandations, mais à notre connaissance aucun rapport n’a été publié par la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l’homme ni du Conseil National des Droits de l’Homme, sur la situation des Droits de l’homme en Algérie. Concernant la mise en œuvre de recommandations émises par ces deux institutions aucun rapport n’a été rendu public par le gouvernement.

**Formation aux droits de l’Homme :**

1. **La justice :**

Afin de former les magistrats et autres personnels chargés de l’application des lois aux instruments juridiques internationaux ratifiés par l’Algérie est considéré, du point de vue de la Constitution, comme une obligation pour les pouvoirs publics du moment qu’une convention ratifiée est intégrée dans l’arsenal juridique et figure en haut de l’échelle des normes puisqu’elle s’impose (article 150 de la Constitution) à la loi nationale, qui doit faire obligatoirement l’objet d’une harmonisation à chaque ratification. La formation des magistrats et des autres personnels chargés de l’application des lois occupe une place importante dans le programme assigné à la réforme de la justice. Sur le plan pratique, les mesures prises par l’Algérie à cet effet se déclinent à travers les actions suivantes :

* La publication d’un recueil renfermant les principaux instruments juridiques internationaux qui est mis gratuitement à la disposition des magistrats et des agents chargés de l’application des lois;
* L’inscription d’un module relatif aux libertés publiques et droits de l’homme figure dans le programme de formation des magistrats de l’École supérieure de la magistrature;
* La programmation de cycles de formation en Algérie et à l’étranger au profit des magistrats déjà en exercice, de courte et de longue durée, en matière de libertés publiques et de droits de l’homme.
* L’organisation périodique de séminaires, de journées d’études, de conférences et d’ateliers à l’attention des magistrats sur des thématiques en relation avec les droits de l’homme;
* Depuis de nombreuses années, l’enseignement des droits de l’Homme est inclus dans le programme de formation dispensé dans les écoles de la police et de la Gendarmerie.
* A cet égard, afin de mieux intégrer le respect des droits de l'Homme dans la pratique, l'enseignement de cette matière a été généralisé, tant pour les officiers que pour les sous-officiers, et tout au long du déroulement de la carrière professionnelle. Il y a lieu de citer, à titre illustratif, le cours dispensé à l'Ecole de Police Judiciaire de Zéralda (Alger) à l'intention des commandants de compagnies territoriales, intitulé «préservation des droits et libertés du citoyen».
* En outre, des conférences sont présentées périodiquement à l'adresse des officiers en formation, par des cadres des institutions spécialisées en charge des droits de l'homme ainsi qu’à travers toutes les écoles et les centres de formation des services de sécurité. Pour autant et bien plus que l'enseignement du module proprement dit des droits de l'Homme, la référence à cette notion se trouve naturellement incluse à tous les niveaux d'enseignement dans les organes de formation de la Gendarmerie nationale (216 Heures) . L'objectif dans ce domaine tend à concilier le respect des libertés avec l'efficacité attendue d'elle dans ses différentes missions. C'est pourquoi, des efforts importants sont entrepris pour mieux faire connaître les conditions de mise en œuvre des règles garantissant la légalité des actions et le respect des Droits Humains.
* Les revues périodiques spécialisées éditées par la Sûreté Nationale et la Gendarmerie Nationale contribuent également à la sensibilisation des personnels dans le domaine des Droits Humains, par la publication de thèmes et d’études s’y rapportant[[1]](#footnote-1).

1. **L’Education :**

En 2009 L’Algérie a bénéficié de 750 000 euros pour l’intégration de la matière des droits de l’homme dans les programmes scolaires, en vertu d’une convention signée, entre le ministère de l’Education nationale et la délégation de la Commission européenne à Alger, parrainée par «l’Initiative européenne pour la démocratie et les Droits de l’Homme» , cette convention avait pour objectif d’aider l’Algérie d’être au diapason des progrès réalisés dans le monde et de disposer de moyens favorisant le développement de programmes dans les domaines des Droits de l’Homme et de la démocratie». Le programme d’intégration des Droits de l’Homme dans les manuels scolaires était l’un des plus importants points de la réforme du système éducatif de l’époque, notamment le concept de citoyenneté qui sera enseigné à la faveur des cours de langues, d’éducation civique et islamique, d’histoire et de philosophie. Dans le cadre de cette convention Le ministère de l’Education a prévu l’intégration des Droits de l’Homme dans les programmes de formation de formateurs et d’inspecteurs de l’éducation dans quatre wilayas, pour être élargi par la suite au reste des wilayas. Cette expérience avait concerné 850 élèves des différents cycles scolaires qu’ont bénéficié de cours sur les principes et concepts de Droits de l’Homme et du sens civique[[2]](#footnote-2).

Dans le cadre d’Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) et l’éducation au Droit de l’Homme, un calendrier élaboré à partir d’un concours de dessins d’enfants, sur la base d’une présentation de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme, a été confectionné et diffusé par l’Institution nationale des droits de l’homme et le ministère de l’éducation nationale en Avril 2012.

La mise en place d’un groupe de travail mixte entre le ministère de l’éducation et la Commission Nationale Consultative de Promotion et de Protection des Droits de l’Homme pour orienter et accompagner les services spécialisés du ministère susmentionné dans cette action d’intégration des Droits Humains dans les programmes d’enseignement. Toutefois, il convient de souligner que cette tâche d’intégration nécessite un temps et des moyens considérables au regard de l’importance des effectifs des groupes – cibles concernés : élèves, enseignants et personnels de direction et de gestion. Car uniquement pour le seul niveau primaire, la population scolarisée s’élève à près de 8 millions d’enfants, selon les déclarations du ministère de l’éducation nationale

1. **L’enseignement supérieur :**

La création de la Chaire des droits de l’homme, implantée sur le campus universitaire d’Oran (ouest du pays) est le résultat d’une initiative triangulaire entre l’institut national des Droits de l’Homme, l’Université d’Oran et l’UNESCO – Paris. Dans le cadre de cette initiative de nombreux chercheurs sont régulièrement invités à assister aux travaux des rencontres et colloques que l’Institution a eu à organiser à ce jour, jetant ainsi les ponts d’une coopération et d’une collaboration. Pour l’Institution nationale des Droits de l’Homme, le secteur de l’enseignement et de la recherche peut être un réel moteur d’entrainement pour accroitre les capacités du pays en matière d’éducation aux Droits Humains, leur développement et leur ancrage. Sa fonction de formateur des futurs cadres pour le pays, sa mission en termes d’organisation et d’évaluation de la recherche et la qualité des débats académiques qu’il initie sont les supports incontournables d’une promotion de l’éducation aux droits de l’homme.

Avec ses 50 universités, ce secteur a un rôle essentiel à jouer. Et parce qu’ils sont une discipline-carrefour au centre d’une panoplie de plus en plus vaste de spécialités universitaires, les droits de l’homme ne peuvent, en partie, se développer que dans le cadre d’un système de formation et de recherche supérieures conscient de cet enjeu, ouvert sur le monde qui nous entoure et apte à se renouveler pour faire face aux perspectives d’innovation et aux questions qui surgissent régulièrement dans la vie de la nation. Quasiment toutes les universités disposent d’une faculté ou d’un département d’enseignement des sciences juridiques. A côté d’une école nationale des sciences politiques et des relations internationales et d’une école supérieure des sciences de l’information et de la communication existent de nombreuses filières sur la même préoccupation dispensées dans les universités. A la suite de l’introduction du système LMD (licence, master, doctorat) dans le système pédagogique, de nombreux masters sont entièrement consacrés au droit international, aux Droits Humains, aux relations internationales et les magisters (ex-doctorat de 3ème cycle) ainsi que les thèses de doctorat d’Etat consacrés au sujet des droits de l’homme se comptent par dizaines chaque année universitaire[[3]](#footnote-3).

A ce niveau, Djazairouna regrette, que les autorités n’ont pas mis en place un mécanisme de suivi et d’évaluation d’impact des programmes et politiques relatifs aux Droits Humains en Algérie, ainsi que l’absence d’information concernant leur mise en œuvre, leurs élargissement et leur efficience, que ça soit auprès du grand public, des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales.

Par ailleurs nous voulons attirer votre attention, sur la situation des Droits Humains en Algérie, qu’est très alarmante, en effet le cadre juridique et constitutionnel de l'Algérie n'est, malheureusement, que peu susceptible d'influencer ce à quoi ressemblera l'avenir politique du pays. Si la constitution garantit les droits et libertés fondamentaux des citoyen.n.e.s en générale et des militant.e.s comme ceux/celles engagé.e.s dans le mouvement du Hirak, en particulier, il est peu probable que les autorités respectent celle-ci si ces mouvements et acteurs collectifs sont perçus comme une menace. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'intensification de la répression envers les manifestants, les critiques et les acteurs de la société civile lorsque la police et le gouvernement ont pris le dessus dans le bras de fer avec le Hirak lors de la crise du Covid-19 en 2020. N'ayant pas réussi à mobiliser le soutien pour sa solution politique, mais ayant désespérément besoin de normaliser la vie politique, le président nouvellement élu est également devenu de plus en plus répressif. En effet, le gouvernement a dans une large mesure criminalisé l'exercice pacifique des libertés fondamentales et des droits humains dans le but d'empêcher la réapparition de manifestations de masse à mesure que la crise du Covid-19 a progressivement changé de forme.

En tant qu’association qu’œuvre pour la protection et la promotion des Droits Humains, Djazairouna s’inquiète et se préoccupe des actes répressifs du gouvernement qui sont commis au mépris absolu à la fois de la constitution et des obligations internationales du pays, en effet cet état de fait est déjà contraire à l’actuelle constitution algérienne, dont son préambule § 13 et son article 34 qui dispose « Les dispositions constitutionnelles ayant trait aux droits fondamentaux, aux libertés publiques et aux garanties s’imposent à l’ensemble des pouvoirs et institutions publics. […].En tout état de cause, ces restrictions ne peuvent porter atteinte à l’essence de ces droits et libertés […] ». Et dont l’article 39 dispose que “Les droits fondamentaux et les libertés sont garantis par l’Etat. Les institutions de la République ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens et citoyennes en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle ». Il est également contraire aux engagements conventionnels de l’Algérie en matière de Droits Humains, engagements conventionnels auxquels la même Constitution accorde une valeur supérieure à celle de la loi en vertu de son article 154. La criminalisation se fait à travers un droit pénal matériel rédigé de manière imprécise, qu’applique un appareil judiciaire structurellement soumis à l’exécutif, dans un contexte où les militants du Hirak font l’objet d’un traitement particulièrement sévère. L’ensemble constitue un système répressif qui est inhérent au régime actuel[[4]](#footnote-4).

Les équilibres de pouvoir intérieurs en Algérie continueront vraisemblablement à permettre à des protagonistes influents du régime de dompter et de contourner les garanties constitutionnelles des droits et libertés lorsque cela est jugé politiquement nécessaire. Dans une telle situation, les acteurs nationaux de la société civile doivent rechercher des opportunités pour avoir une influence sur les institutions politiques du pays, et la communauté internationale doit surveiller étroitement la situation et dénoncer systématiquement les violations des droits et libertés. Dans le même temps, il est essentiel que la communauté internationale soutienne les acteurs nationaux dans leur lutte pour intégrer et transformer les institutions politiques du pays de l'intérieur. La bonne gouvernance et les droits humains doivent être considérés comme des objectifs à long terme, ce qui nécessitera un certain nombre de luttes politiques pour des réformes, incluant notamment le code juridique, les Droits des Femmes, les libertés d'expression, la transparence les Droits socio-économiques et culturels etc.[[5]](#footnote-5)

1. **Veuillez fournir des exemples de tout programme qui contribue au respect, à la protection et à la mise en œuvre des droits cultuels, en particulier :**
   1. **Le droit de choisir et maintenir son identité, et de participer à la vie culturelle de son choix :**

Dans le plan d’action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la république, pour l’année 2021, un chapitre a été consacré à « L’affirmation, la promotion et la protection des composantes de l’identité nationale et de la mémoire »,[[6]](#footnote-6)divisé en deux volets le premier est relatif à :

1. **La promotion et la protection des composantes de l'identité nationale :** Au titre du renforcement et la protection des composantes de l’identité nationale, le plan d’action du gouvernement accorde une attention particulière au référent religieux national, à la langue arabe et au tamazight et œuvre à mettre en place une approche du rôle de l’Etat pour la préservation et la promotion de notre patrimoine historique et culturel matériel et immatériel.

* **Le renforcement du référent religieux national et la consécration de l'identité religieuse :**

Le gouvernement poursuivra la mise en œuvre de toutes les actions visant le renforcement du référent religieux national et s’attèlera notamment à :

\* Parachever la mise en œuvre de la stratégie nationale relative aux activités religieuses en rapport avec la protection de notre identité religieuse ;

\*Développer un discours religieux modéré et promouvoir une culture religieuse authentique ;

\*Accompagner et soutenir les associations agréées exerçant des activités liées aux affaires religieuses ;

\*Veiller au respect de la liberté de culte pour les non-musulmans, dans le cadre du respect de la législation et de la réglementation en vigueur ;

\*Mettre en place un système cultuel national homogène, permettant de renforcer et de préserver les composantes de l'identité nationale ;

\*Encourager le tourisme religieux pour en faire un trait d’union et un lien spirituel avec les peuples d'Afrique et du reste du monde ;

\*Adapter les programmes et les méthodes de formation et de perfectionnement et encourager l'activité d’orientation religieuse au profit des femmes ;

\*Renforcer le réseau national des mosquées et normaliser leur aspect architectural, et parachever la mise en place des entités intégrées à la grande mosquée d’Alger (Djamâa el Djazair) ;

\* Promouvoir le réseau de l’enseignement coranique et l’édition des ouvrages de référence.

Sur ce point Djazairouna veut attirer votre attention que les autorités Algérienne, exclues de leurs les citoyen.n.e.s qui ne sont pas de confession musulmane de l’identité religieuse du pays.

En effet la Constitution prévoit la liberté de croyance et d’opinion conformément à l’article 51, et permet aux Algériens d'établir des institutions dont les objectifs comprennent la protection des libertés fondamentales des citoyens. Elle déclare l’Islam comme religion d’État, en vertu de l’article 02 de la Constitution et interdit aux institutions de se livrer à un comportement incompatible avec la moralité islamique conformément à l’article 10§ 03.

Toutefois, la Constitution interdit aux non musulmans de se présenter à la présidence du pays. Ils peuvent occuper d'autres fonctions publiques et au sein du gouvernement, mais de très nombreuses informations anecdotiques indiquent qu'ils ne sont pas promus à des postes de haut niveau. C'est pourquoi un bon nombre de non musulmans dissimulent leur appartenance religieuse.

A ce niveau Djazairouna, déplore que les autorités aient supprimé de la constitution de 2020, le droit à la liberté de croyance, un élément fondamental de chaque constitution depuis l’indépendance de l’Algérie en 1962.

La Loi Algérienne ne prévoit pas de délit ou de crime « d'apostasie », ni ne sanctionne le changement de religion, mais depuis l'apparition du phénomène terroriste, les atteintes individuelles contre le Droit à une pratique religieuse libre ou contre la liberté de conscience se sont accrues et ont pris diverses formes allant de l'injure verbale à l'atteinte à la vie.

L’article 02 L'ordonnance N° 06-03 du 28 Février 2006 fixant les modalités et les règles d’exercice des cultes autres que musulman et dont les dispositions sont appliquées depuis Février 2008, prévoit que les non-musulmans sont libres de pratiquer leurs rites religieux, à condition que cela se fasse en conformité avec la Constitution et autres Lois et Règlements, ainsi que dans le respect de l'ordre public, de la moralité et des Droits et libertés fondamentales d'autrui.

Aux termes de ordonnance N° 06-03 , les pratiques religieuses non-musulmanes sont réglementées et des sanctions pénales sont imposées, notamment dans le cadre prosélytisme fait par des non-musulmans, d’une peine d’emprisonnement pouvant aller jusqu’à cinq ans et des amendes entre 50 000 DA à 1 000 000 DA pour quiconque « incite, contraint ou utilise des moyens de séduction tendant à convertir un musulman à une autre religion, ou en utilisant à cette fin des établissements d’enseignement, d’éducation, de santé, à caractère social ou culturel, ou des institutions de formation, ou tout autre établissement, ou tout moyen financier », conformément à l’article 11[[7]](#footnote-7) .

Le Décret exécutif N° 07-135 du 19 Mai 2007 fixant les conditions et modalités de déroulement des manifestations religieuses des cultes autres que musulman, précise davantage les conditions dans lesquelles des services religieux non musulmans peuvent avoir lieu. L’article 03 précise qu’une demande d’autorisation doit être soumise au wali (gouverneur), avec un préavis d'au moins cinq jours, pour organiser une manifestation religieuse non musulmane, et que cette dernière doit avoir lieu dans des édifices accessibles au public. La demande doit comprendre des informations sur trois des principaux organisateurs de la manifestation, l’objet de celle-ci, le nombre de participants escompté, un programme de la manifestation et le lieu où elle est prévue. Les organisateurs doivent aussi obtenir un récépissé comportant ces informations et le présenter aux autorités sur demande de celles-ci. Aux termes du décret, le wali peut demander aux organisateurs de changer le lieu de la manifestation ou l'interdire complètement, si elle est jugée constituer un danger pour l'ordre public, conformément aux articles 05 et 06 du décret susmentionné.

Les ministères des Affaires Religieuses, des Affaires Etrangères, de l’Intérieur et du Commerce doivent tous approuver l’importation d’écrits religieux non islamiques. Il y a souvent des délais de cinq à six mois avant l’obtention de cette approbation, et d’autres encore plus longs une fois que les livres arrivent en douane. Le gouvernement restreint périodiquement l’importation de traduction en arabe et en tamazight (berbère) de textes religieux non islamiques. Il a déclaré que son objectif était de s’assurer que le nombre de textes importés était proportionnel au nombre estimé d'adhérents aux groupes religieux[[8]](#footnote-8).

En tant qu'État partie au Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP), l'Algérie a l'obligation de respecter le droit à la liberté de religion, qui inclut, comme indiqué dans l'article18 : «la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement. ». Le PIDCP reconnaît que le droit de manifester sa religion ou sa conviction peut être soumis à des restrictions prévues par la loi et nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui. Toutefois, le Comité des droits de l'homme des Nations unies, organe supervisant l'application du Pacte, a clarifié ce point dans son Observation générale n°22 précisant que «les restrictions doivent être en rapport direct avec l'objectif spécifique qui les inspire et proportionnelles à celui-ci. Il ne peut être imposé de restrictions à des fins discriminatoires ni de façon discriminatoire. » Le Comité des droits de l'homme a ajouté que « le concept de rite comprend (...) la construction des lieux de culte. »[[9]](#footnote-9)

Concernant la violation du choix de l’identité religieuse nous voulons attirer votre attention sur les cas suivant :

\* Selon le Morning Star News, le 17 avril 2019, le tribunal de Tizi Ouzou (wilaya située au centre Est du pays à100Km de la capitale) a confirmé l'acquittement prononcé par un autre tribunal de Rachid Ouali, qui s'était converti de l'Islam au christianisme. Ouali faisait partie de cinq personnes acquittées par le tribunal de Bouira (wilaya située au centre est du pays à 105Km de la capitale), le 25 décembre 2018 pour « incitation d'un musulman à changer de religion » et « pratique du culte religieux dans un lieu non autorisé. » Les accusations contre Ouali concernant sa foi chrétienne ont été portées devant un juge une deuxième fois dans le cadre de sa procédure de divorce. Selon le Morning Star News, l'épouse musulmane d'Ouali (qui a ensuite divorcé) avait déposé une plainte en juillet 2018 accusant les cinq individus de l'avoir amenée à un service religieux et d'avoir tenté de la persuader de se convertir au christianisme[[10]](#footnote-10)

\* Le 17 Avril 2021, des gendarmes ont arrêté Foudhil Bahloul et trois de ses amis à Aïn Defla (wilaya située à l’Ouest de l’Algérie à154 Km de la capitale), puis fouillé son domicile et saisi des livres et des documents liés à la foi chrétienne. Foudhil Bahloul a été jugé en l’absence d’un.e avocat.e et les témoins n’ont pas été autorisés à témoigner devant le tribunal. l a été condamné à six mois d’emprisonnement, et une amende de 100 000 dinars algériens et en raison d’un virement de 200 euros sur son compte bancaire, qui a été considéré comme un don non autorisé au titre L'ordonnance N° 06-03 du 28 Février 2006 fixant les modalités et les règles d’exercice des cultes autres que musulman.[[11]](#footnote-11)

\* Le 08 Mars 2021, un tribunal à Oran a condamné en appel un pasteur et un de ses amis, chrétien également, pour « prosélytisme ». Ils ont été condamnés à un an d’emprisonnement et à une peine d’amende au titre de l’article 11 du décret-loi n° 03-06. Les autorités ont également fermé la librairie qui appartenait au pasteur[[12]](#footnote-12).

\* Le 6 Avril 2022, l’église d'Aouchiche a reçu un ordre de la part du wali : celui de cesser immédiatement ses activités. Cette communauté située à Bejaïa (wilaya située à l’Est du pays à Km de la capitale), compte environ 300 fidèles. C'est la 17ème Église protestante algérienne fermée de force depuis novembre 2017. La 6ème dans la seule ville de Bejaïa. 8 autres ont dû fermer à Tizi Ouzou, 2 à Oran et une autre à El Ayaida, à 35 kilomètres (à l'Est d'Oran)[[13]](#footnote-13) .

\* Le 22 Avril 2021, le tribunal de sidi M’hamed d’Alger a condamné un universitaire spécialiste des religions, Saïd Djabelkhir, à trois ans de prison ferme pour avoir « offensé du prophète » et « dénigré le dogme ou les préceptes de l’Islam », après qu’un enseignant de l’université de sidi Bel Abbès (wilaya située à l’Ouest du pays à 435Km de la capitale), ait porté plainte contre lui à cause de ses écrits critiques à l’égard de l’Islam[[14]](#footnote-14) .

* **Le renforcement et la promotion de l'arabe et du tamazight :** Déterminé à consolider les fondements de notre culture et le tissu identitaire de notre Nation, riche de sa diversité culturelle, le gouvernement poursuivra la promotion et le renforcement de la langue arabe, notamment à travers sa vulgarisation dans les domaines scientifiques et technologiques, et en sus du renforcement et de la valorisation du tamazight, avec ses variétés linguistiques et son intégration dans les différents domaines de la vie publique. A cet égard, le gouvernement s'inscrit dans un processus de partenariat avec tous les acteurs pour promouvoir, vulgariser la langue tamazight et faire revivre sa culture. Il œuvre à son rayonnement dans l’espace social, culturel et médiatique national.

Bien que leur identité constitue le substrat social et culturel fondamental du pays, les Amazighs ont été jusqu'à présent victimes de politiques de discrimination massive et systématique, menées par un Etat-Nation fondé sur le dogme de l'arabo-islamisme. La négation du peuple Amazigh, de son histoire, de ses savoirs et savoir-faire, de sa langue et de ses valeurs civilisationnelles plurimillénaires est toujours une réalité. La diversité du pays reste niée.

Dans son préambule, la nouvelle Constitution algérienne adoptée en 2020, mentionne dans un paragraphe, « les composantes fondamentales de son identité que sont l'Islam, l'Arabité et l'Amazighité » mais dans le paragraphe 19, l’Algérie est présentée comme une « terre d'Islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays arabe, méditerranéen et africain ». On observe qu’en l’espace de quelques lignes, l’Algérie a perdu son « amazighité », ce qui témoigne de cette absence permanente de volonté sincère des autorités algériennes de reconnaitre et de promouvoir l’identité amazighe de ce pays. Or, quel progrès peut-on attendre lorsqu’il n’y a pas de volonté politique ? Ce qui est accordé par une main est vite repris par l’autre main.[[15]](#footnote-15)

Par ailleurs nous voulons attirer votre attention, sur le fait que les prénoms amazighs continuent de subir les interdits, y compris dans les territoires amazighophones comme en Kabylie et dans l’Aurès. Les prénoms Aylan, Aris, Gaia, Ghilès,.. Ont été refusés par l’administration. Le prétexte invoqué est toujours le même : ces prénoms ne figurent pas dans la nomenclature officielle du ministère de l’intérieur. Les parents doivent alors soit abandonner le prénom qu’ils ont choisi pour leur enfant, soit saisir la justice en acceptant de supporter les coûts des procédures judiciaires et les longs délais au cours desquels leur enfant reste sans prénom officiel, et pour Djazairouna cela constitue un déni de justice et un grave mépris envers la culture amazighe.

Pour rappel le président Boumédiène au moyen de l'ordonnance n° 70-20 du 19 février 1970 relative à l’état civil consistait à protéger l'arabe de façon apparemment ambiguë. Durant des décennies, les fonctionnaires ont bien compris que la «consonance algérienne» devait être la consonance arabe. Les prénoms berbères furent interdits parce qu'ils avaient une «consonance étrangère» et les mairies doivent s'en tenir à une liste arabe autorisée pour les nouveau-nés. Le président Ben Bella a fait fondre l'unique exemplaire de l'alphabet berbère entreposé à l'Imprimerie nationale. En 1976, le président Boumédiène a confisqué le Fichier berbère qui contenait un ensemble de publications sur des recherches écrites en alphabet latin. Par la suite, le gouvernement a établi une liste nationale des prénoms, qui comprenait, dans l'ordre alphabétique, tous les prénoms recensés en Algérie. Selon l'article 2 du décret n° 81/26 du 7 mars 1981 portant établissement d'un lexique national des prénoms, devaient être transcrits dans la langue nationale tous les noms figurant sur la liste nationale.

La revendication de la pluralité culturelle et linguistique de l’Algérie portée par les organisations amazighes, s’est toujours confrontée à une approche institutionnelle demeurée raciste rejetant cette réalité inscrite dans le paysage algérien du nord au sud et de l’est à l’ouest. En conséquence, chaque jour les Amazighs sont victimes de divers aspects de l’exclusion, de la ségrégation et de la violence institutionnalisées.

En 2014, Abdelmalek Sellal, premier ministre et directeur de campagne de Bouteflika lance à l’adresse de son auditoire, lors d’une réunion publique, «Nous à Constantine quand on veut parler des Chaouis on dit Hacha naâmat rabbi» (sauf votre respect, formule qu’on utilise lorsqu’on évoque une chose sale ou répugnante) provoquant l’hilarité de l’assistance. Les images de cette scène surréaliste ont été retransmises intégralement par la chaîne Ennahar dans son journal télévisé[[16]](#footnote-16).

Othmane Saadi, ancien ambassadeur d’Algérie, écrit dans le journal algérien Echourouk daté du 15 février 2015 : «les Berbères sont des ignorants et des sauvages », qui auraient été « civilisés par les phéniciens et les arabes ». En 2002, il écrivait dans le journal Acharq-El-Awsat que « le berbérisme en Algérie est plus dangereux pour l’arabe et l’Islam que les Juifs ») mais aucune poursuite n’a été engagée contre lui[[17]](#footnote-17), même si l’Etat Almgérien a promulgué la Loi n° 20-05 du 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine.

L’opération « zéro kabyles » : le 04 Septembre 2019 un enregistrement audio en deux parties a fait le tour de la toile. Il retrace une réunion qui s’est déroulée le 20 août 2019 dans l’Ouest algérien, selon l’activiste Said Bensedira. Ce conclave a eu pour objectif la mise en place d’un projet anti- Kabyles. Cette réunion, baptisée « la rencontre de la conscience » a vu la participation d’un grand nombre de militants qui remettent en cause l’amazighité de l’Algérie et s’attaque particulièrement aux Kabyles.

D’après les enregistrements, les participants à la rencontre ont déversé leur haine envers les Kabyles, qu’ils ont qualifiés de tous les noms. Ils se sont aussi attaqués aux partis politiques qui ont un encrage en Kabylie, tels que le FFS et le RCD, qu’ils envisagent de combattre par tous les moyens. Ces militants se sont mis d’accord pour construire un front qu’ils appellent « zéro Kabyle », avec l’ambition de contrecarrer ce qu’ils appellent la montée des Kabyles. Les participants se sont targués d’avoir de solides relations au sein des institutions, notamment l’institution militaire. Les théories négationnistes de l’histoire militaire de l’Algérie ont été largement discutées pendant le conclave. Ils n’ont pas hésité à qualifier les figures historiques de la Kabylie de traîtres qui ont travaillé pour les intérêts de la France. Cette réunion vient dans un contexte particulier où une guerre est déclarée contre tout ce qui représente l’amazighité en général et la Kabylie en particulier[[18]](#footnote-18)

Le 18 avril 2022 la société civile oranaise, a lancé un appel sur les réseaux sociaux, pour empêcher le concert du chanteur Kabyle Lounis Ait Menguellet, programmé pour le 21 Avril dans la ville d’Oran, cet appel a été motivé par le fait que le chanteur est un terroriste et un militant séparatiste et raciste qui lutte contre la culture arabo-musulmane à travers ses chansons[[19]](#footnote-19).

Concernant l’identité Amazighe Djazairouna dénonce l’absence de cette dimension dans les manuels scolaires, Il convient de souligner qu’à la lecture de la loi n° 08-04 du 23 janvier 2008, portant loi d’orientation sur l’éducation nationale, les principes sont édictés comme suit : « renforcer l’identité des élèves en harmonie avec les valeurs et traditions sociales, spirituelles et éthiques issues de l’héritage culturel commun ; s’imprégner des valeurs de la citoyenneté et des exigences de la vie en société ; apprendre à observer, analyser, raisonner, résoudre des problèmes, développer[…] leur curiosité, leur imagination, leur créativité et leur esprit critique ; avoir une ouverture sur les civilisations et les cultures étrangères... (Chapitre III. Art. 45).

Il est bien entendu que ces objectifs sont favorablement recommandées en insistant sur la préservation des composantes principales de l’identité nationale qui peuvent être définies comme étant l’ensemble des traditions, rites, langues, croyances et l’histoire qui jalonne la mémoire d’une société : « l’identité est à la fois personnelle et sociale ; elle exprime en même temps la singularité individuelle et l’appartenance à des "catégories sociales" (familiales, locales, ethniques, sociales, idéologiques, religieuses…) ». Á cet égard, le Ministère de l’Éducation a adopté une réforme apportant des remaniements au niveau des programmes et manuels scolaires, pour réaliser concrètement les objectifs généraux visés. En effet, la loi n° 08-04 du 23 janvier 2008, portant loi d’orientation sur l’éducation nationale, s’inscrit dans une perspective visant une ouverture sur le monde extérieur en vue du développement des échanges entre les civilisations, l’intégration de l’interdisciplinarité et du savoir-faire, l’éducation à la citoyenneté et la valorisation de l’identité nationale (articles 4, 5 et 6).Ces intentions, sont traduites dans les finalités du cahier des charges pédagogique ministériel et doivent être appliqués dans les supports didactiques (curriculums et manuels scolaires) de toutes les disciplines, touchant en grande partie ceux des langues étrangères, du fait qu’elles peuvent véhiculer une culture autre que celle de l’apprenant.

**Identité nationale :**

Nous rappelons que des travaux existent sur la question de l’identité nationale dans les manuels scolaires en tant que « principaux transporteurs de valeurs culturelles et idéologiques » (Abadi, 2013 : 137-141). Les manuels d’histoire soulignent que le « référent arabo-islamique a besoin d’être articulé à des contextes et cadres socio-historiques au sein desquels les apprenants sont directement intégrés dans leur vie quotidienne » (Remaoun, 1993 : 57-64).

Entre autres, dans les manuels des sciences islamiques, dits facteurs de l’identité nationale, l’école algérienne se voit imposer une dichotomie entre une formation de « citoyens d’une société démocratique et des individus religieux pour une communauté religieuse ». (El-Mestari, 2011 : 70-80). S’agissant des manuels du FLE (français langue étrangère), il est signalé « qu’exclure complètement la culture étrangère ne peut aider les élèves à construire leur identité communautaire et nationale ». (Khadir, 2016 : 1-16) ; (Bouari, 2011 :127-132). La relation langue/culture est étroitement liée partant du principe que « la classe de langue est définie comme un des lieux où la culture du pays de l’élève et la culture étrangère enseignée entrent en relation » (Zarate, 1995 :11). Ainsi, l’enseignement du FLE n’échappe pas à la dimension culturelle de la langue en question. En effet, la langue ne constitue pas uniquement un vecteur de communication, mais également une dimension qui relève de la culture d’un groupe social (Hamidou, 2007 : 29-40). En tant que substance sociale et culturelle, la langue constitue l’identité d’une société. Dans les sciences humaines et sociales, la définition de l’identité demeure équivoque. De ce fait, il n’est pas si évident d’en donner une définition simple et précise. Toutefois, les paradigmes identificatoires comme la langue, la religion, l’histoire, la culture, les traditions et les coutumes sont des liens symboliques permettant de créer d’une part, un socle commun dans une société donnée, et d’autre part assurer des distinctions anthropologiques.

**B) la préservation de la mémoire nationale :** Pilier fondamental dans la protection des composantes de notre identité et de notre unité nationales, la mémoire nationale constitue un axe majeur du plan d’action du gouvernement qui s’attèle dans ce cadre à préserver, valoriser et transmettre les symboles et les hauts faits de la résistance populaire et le mouvement national, ainsi que la révolution du 1er novembre 1954.

A ce titre, le gouvernement veillera à :

\* Actualiser l’arsenal juridique relatif à la mémoire nationale ;

\* Faire aboutir les dossiers de la mémoire relatifs à la restitution des restes des corps et des crânes des martyrs de la Résistance populaire, des archives nationales, des explosions nucléaires dans le Sahara algérien, et les disparus de la révolution de libération nationale, ainsi que d’autres dossiers liés aux exilés et aux déportés, et toute forme de crimes commis par la France coloniale contre le peuple algérien.

\*Poursuivre la promotion de l'écriture et de la publication de notre histoire nationale et de son enseignement aux nouvelles générations;

\*Transmettre les valeurs du 1er Novembre 1954 et ce, à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;

\*Mettre en place une plate-forme numérique promouvant l'histoire de l'Algérie de 1830 à 1962 ;

\*Poursuivre l’élaboration d’une encyclopédie sur l'histoire de l'Algérie dans différentes langues relatant les actes héroïques et les épopées du peuple algérien, durant la période coloniale ;

\*Promouvoir les productions cinématographiques et audiovisuelles portant sur l'histoire de la résistance populaire, le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954 et ses symboles ;

\*Intensifier les actions de collecte, d’enregistrement, de classement, de numérisation des témoignages et leur diffusion avec la participation des différents médias ;

\*Promouvoir les études spécialisées dans l’histoire de l'Algérie à travers toutes ses étapes.

En outre, le gouvernement s'engage à promouvoir une politique nationale de tourisme historique et l’universalisation de notre histoire nationale, à travers l’implication de nos représentations diplomatiques et de notre communauté résidant à l'étranger.

Il veillera, par ailleurs, à la poursuite de la mise en place des mécanismes législatifs et réglementaires adéquats et le développement de nouvelles approches pour une prise en charge optimale de la situation sociale des moudjahidine, des ayants droit, des victimes civiles, des victimes d’engins explosifs ainsi que leurs ayants droit, dans l’objectif de préserver leur dignité et d’assurer le respect des symboles de la glorieuse révolution de libération nationale.

Sur ce volet, Djazairouna dénonce le dénie de mémoire des victimes de terrorisme et de leurs familles, puisque le plan d’action du gouvernement n’a pas consacré des dispositifs concernant l’introduction de cette période de l’histoire dans les manuels scolaires, il n’a pas décrété une journée nationale commémorative ni la construction d’un mémoriel aux victimes de terrorisme, ni l’abrogation de l’arsenal juridique relatif aux victimes de terrorisme et leurs familles qui consacre l’impunité, ce que nous considérons comme une grave atteinte à la mémoire collective du peuple Algérien et par ricochet à son identité.

Pour rappel au début des années 1990, l’Algérie a basculé dans un déchaînement de violence sans précédent (200 000 victimes, 20 000 blessés,1 000 000 de déplacés et des milliers d’exilés). Une violence marquée par son caractère brutal et massif. Pendant cette “décennie rouge”, les Algérien.ne.s de tout âge ont été victimes ; d’agressions meurtrières, de massacres collectifs, d’assassinats individuels ciblés, d'enlèvements, suivis de séquestrations, de tortures et de disparitions forcées, de viols collectifs et répétitifs suivis de décapitation et d’éventration en cas de grossesse, des attentats à la bombe, d'exodes et d’exils, de gros dégâts matériels, et enfin de nombreuses victimes se trouvent à ce jour encore enterrées dans des charniers de la mitidja suite aux aveux de terroristes islamistes qui se sont rendus ou arrêtés.

Cette situation d’horreur et de terreur a eu des conséquences sur la santé mentale et physique de la population, laissant les victimes dans un profond traumatisme, dans la douleur, dans la souffrance, et de ruptures du lien social ou parental, de séparations, d’abandons, de pertes de repère, dont les repères identitaires.

Concernant le printemps berbère, le plan d’action du gouvernement ne prévoit pas la préservation de cette période de l’histoire dans la mémoire du peuple Algérien, en effet aucune mesures n’a été prise pour l’inscription de ces évènements dans les manuels scolaires, ni la reconnaissance du 20 Avril comme journée nationale à la mémoire des victimes et en tant que journée de revendication identitaire, ni le financement de recherche académique et le financement de production cinématographique relatifs au printemps berbère. Pour rappel au cours du printemps de l’année 2001 en Kabylie, les services de sécurité algériens, notamment la gendarmerie, ont tué en l’espace de deux mois (avril-mai), 126 personnes et en ont blessé par balles des centaines d’autres dont un grand nombre gardent des séquelles à vie. Le rapport de la commission d’enquête note que «la violence enregistrée contre les civils est celle d'une guerre, avec usage de munitions de guerre[[20]](#footnote-20) » contre des manifestants pacifiques. Malgré la mise en cause du corps de la gendarmerie algérienne par le rapport de la commission d’enquête, aucune poursuite judiciaire ni aucune sanction n’ont été engagées contre ces auteurs et les responsables du massacre des Kabyles.

* 1. Le droit d’accéder, de jouir et de transmettre des patrimoines, y compris les langues et modes de vie :

Dès le lendemain de l'indépendance, les berbérophones se sont bien rendu compte que le nouvel État algérien n'en avait que pour la culture arabo-musulmane. Les campagnes d'arabisation qui commençaient ne leur laissaient guère de place. Nul ne conteste que l'arabe devait devenir la « langue nationale» de l'Algérie. Le problème réside dans le choix de l'arabe littéraire, une langue que peu d'Algériens arabophones réussissent à maîtriser, tant à l'oral qu'à l'écrit. Même les ministres éprouvent beaucoup de difficulté à s'adresser en arabe littéraire au public. Pour les arabophones, l'arabe algérien est leur langue maternelle. Pour les berbérophones, c'est le berbère.

L'existence légale d'associations culturelles berbères n’est devenue réalité qu'à la fin de 1988 et au début de 1989, dans la foulée des changements politico-juridiques d’octobre 1988. Depuis, ces associations se sont multipliées et il en existerait aujourd’hui quelques centaines. La plupart d’entre elles ont un caractère strictement local et se consacrent à la promotion d'un élément du patrimoine d'un village ou d'une petite région: poètes, chanteurs, sites archéologiques, traditions artisanales particulières, organisation de festivals, de galas, de concerts, de conférences, etc.

D’autres associations sont scolaires, pédagogiques et parfois scientifiques: elles essaient généralement d'intervenir dans le domaine de l'édition, de l'enseignement de la langue berbère et de l'organisation de colloques. D’ailleurs, c’est uniquement grâce à ces associations qu’il y a eu un investissement régulier dans l'enseignement de la langue berbère en Algérie, notamment au moyen de cours d'alphabétisation en berbère. Évidemment, l’enseignement officiel du berbère dans les écoles demeurait encore interdit, bien qu’en 1991 un Département de langue et de culture amazighe (berbère) ait été créé à l’université de Tizi-Ouzou.

Après avoir pratiqué une politique d’assimilation destinée à l'anéantissement et à l'éradication du tamazight, le régime algérien a fini par céder aux revendications berbères et a adopté certaines mesures d'assouplissement. En raison de la menace islamiste qui pesait sur les institutions du pays, les militants de la cause Amazighe ont pu obtenir du régime des concessions importantes, même si l’arabisation demeurait le fondement de la politique linguistique. En 1994, le refus d'intégrer le tamazight dans le système d'éducation entraina la «grève du cartable», qui dura une année. À la suite du boycott scolaire massivement suivi en Kabylie, le gouvernement algérien engagea, en mars-avril 1995, des négociations avec certains leaders berbères. Il fallut attendre 1995 pour voir apparaître le premier texte juridique sur la langue amazighe avec le décret présidentiel n° 95-147 du 27 mai 1995 portant création du Haut-Commissariat chargé de la réhabilitation de l'amazighité et de la promotion de la langue amazighe.

Ce nouvel organisme fut chargé notamment de prendre diverses initiatives et de formuler des propositions en matière d'enseignement du berbère (tamazight). On pourrait croire que par ce geste les autorités avaient enfin admis la légitimité des demandes des berbérophones, particulièrement au sujet de l’enseignement de cette langue. Toutefois, il ne faut pas oublier que la création du Haut-Commissariat à l'amazighité découlait d’une mesure strictement politico-administrative et non d'une reconnaissance juridique de nature constitutionnelle ou législative. Elle demeurait donc fragile et surtout révocable en tout temps. Jusqu'en 2002, les langues berbères, dont le tamazight, n'avaient aucun statut spécifique en Algérie. En avril 2002, à la veille des élections législatives, alors que le climat tendu par les manifestations et les revendications remettait en cause l’autorité de l’État algérien en Kabylie, le Parlement algérien adopta à l’unanimité la loi n° 02-03 du 10 avril 2002 portant révision constitutionnelle. On pouvait dès lors lire un ajout après l'article 3 de la Constitution: «Art. 3 bis : Le tamazight est également langue nationale. L'État œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national.». Sur les 484 parlementaires présents, dont 20 par procuration, 482 ont voté pour la modification constitutionnelle; seuls deux députés ont opté pour l’abstention. Au moment de l'adoption de la loi constitutionnelle, les Berbères furent ravis, mais ils furent rapidement déçus, car ils s'aperçurent que le statut de «langue nationale» était inférieur à celui de «langue officielle». Le statut de l'arabe comme «langue nationale et officielle» prévaut sur celui du tamazight, puisque dans le cas d'une langue «nationale», l'État s'engage à la promouvoir, non à l'utiliser.

Comme on pouvait s'y attendre, les Berbères revendiquaient l'officialisation du tamazight. Ils considèrent que le statut de «langue nationale» n'était qu'une tentative destinée à temporiser et à calmer leurs revendications. Quoi qu'il en soit, cette officialisation de la langue amazighe n'est pas pour demain. Elle se heurterait à l'article 178 de la Constitution de 1996, modifiée en 2008, qui déclare que toute révision constitutionnelle peut porter atteinte non seulement à l’islam en tant que religion de l’État, mais également à l’arabe comme langue nationale et officielle : Article 178 (révision constitutionnelle du 15 novembre 2008).Toute révision constitutionnelle ne peut porter atteinte :

1 - au caractère républicain de l’État;

2 - à l’ordre démocratique, basé sur le multipartisme;

3 - à l’islam, en tant que religion de l’État;

4 - à l’arabe, comme langue nationale et officielle;

5 - aux libertés fondamentales, aux droits de l’homme et du citoyen ;

6 - à l’intégrité et à l’unité du territoire national.

Selon la Constitution de 1996, le statut de «langue nationale» demeurait un symbole, une déclaration théorique, autrement dit coquille vide, qui n'entraînait aucun droit supplémentaire. Il faudrait presque un séisme politique pour modifier cet article de la Constitution.

L'année suivante (2003), le gouvernement créait le Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement du tamazight (CNPLET), responsable notamment du développement de l'enseignement de la langue amazighe. Ce fut l'objet du décret exécutif n° 03-470 du 2 décembre 2003 portant création, organisation et fonctionnement d'un Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement du tamazight. L'article 5 du décret décrit les missions du Centre, dont celle de réaliser des études sur la langue amazighe. Comme ce fut le cas pour le décret n° 95-147 du 27 mai 1995 sur la création du Haut-Commissariat à l'amazighité, le décret n° 03-470 crée une nouvelle structure destinée surtout à calmer les revendications des Berbères. Ce genre d'intervention est fréquent dans les États unitaires; il ne sert qu'à gagner du temps, puisqu'il n'accorde aucun droit supplémentaire aux minorités linguistiques. Lorsque l'article 3 bis de la Constitution déclare à propos du tamazight que «l'État œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national», les faits démontrent que cette promotion consiste à avoir créé le Haut-Commissariat à l'amazighité en 1995 et le Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement du tamazight en 2003. D'ailleurs, les interdits demeurent malgré l'adoption des mesures concernant la langue amazighe.

Après un demi-siècle, le statut de langue officielle pour le tamazigh est arrivé en février 2016. En effet, le tamazight est devenu une langue officielle à l'article 3 bis de la Constitution de 2016 :

Article 3

1) L'arabe est la langue nationale et officielle.

2) L'arabe demeure la langue officielle de l'État.

3) Il est créé auprès du président de la République un Haut Conseil de la langue arabe.4)

4) Le Haut Conseil est chargé notamment d'œuvrer à l'épanouissement de la langue arabe et à la généralisation de son utilisation dans les domaines scientifiques et technologiques, ainsi qu'à l'encouragement de la traduction vers l'arabe à cette fin.

Article 3 bis :

1) [Le] tamazight est également langue nationale et officielle.

2) L'État œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national.

3) Il est créé une Académie algérienne de la langue amazighe, placée auprès du président de la République.

4) L'Académie qui s'appuie sur les travaux des experts, est chargée de réunir les conditions de promotion du tamazight en vue de concrétiser, à terme, son statut de langue officielle.

5) Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique.

Il faut lire les articles 3 et 3 bis de la Constitution pour constater que l'arabe est plus officiel que le tamazight. Il fallait s'attendre un jour à ce que le gouvernement algérien finisse par accorder le statut de «langue officielle» au tamazight, mais en s'organisant pour le vider de tout contenu réel. Si l'État s'engage à employer l'arabe littéraire, il ne fera qu'œuvrer dans les faits à la promotion et au développement du tamazight dans toutes ses variétés linguistiques. Pour concrétiser une véritable co-officialité des deux langues, il aurait fallu lire que «l'arabe et le tamazight sont les langues officielles de l'Algérie», ce qui n'est pas le cas. L'arabe est «la langue officielle de l'État», pas le tamazight qui «est également langue nationale et officielle». La distinction est subtile, mais il n'y a pas de réelle contradiction, car il subsiste encore ici une hiérarchie entre l'arabe et le tamazight, et c'est l'arabe qui occupe la première place. Il faut bien lire le libellé de l'article 3: «L'arabe demeure la langue officielle de l'État», mais pas le tamazight[[21]](#footnote-21). Depuis 2020, il n’y a aucun projet de loi organique prévu au sujet de la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe et en même temps, tous les textes législatifs et administratifs qui excluent la langue amazighe demeurent en vigueur, notamment :

− La loi 91-05 du 16 janvier 1991[[22]](#footnote-22) portant "généralisation de la langue arabe". D’après cette loi, seule la langue arabe est admise dans tous les espaces officiels et publics, y compris politiques et associatifs. Ce texte, est sans doute l’une des lois les plus répressives au monde dans ce domaine.

− L’ordonnance 05-07 du 23 août 2005[[23]](#footnote-23) relative à l’enseignement privé stipule que : "L’enseignement est assuré obligatoirement en langue arabe dans toutes les disciplines et à tous les niveaux d’enseignement ». L’enseignement de la langue et/ou en langue amazighe est donc interdit.

− La loi 08-09 du 25 février 2008[[24]](#footnote-24) relative au code de procédure civile et administrative énonce : "Les procédures et actes judiciaires [...] doivent, sous peine d’être irrecevables, être présentés en langue arabe. Les documents et pièces doivent, sous peine d’irrecevabilité, être présentés en langue arabe ou accompagnés d’une traduction officielle. Les débats et les plaidoiries s’effectuent en langue arabe"... Cette loi exclut de fait la langue amazighe des Tribunaux et en conséquence, les justiciables et les témoins amazighophones qui ne maitrisent pas la langue arabe ne peuvent pas s’exprimer et au mieux, sont obligés de recourir à un traducteur privé, si le juge l’accepte.

- Les Codes de la Commune et de la Wilaya[[25]](#footnote-25) imposent aux élus locaux et aux fonctionnaires territoriaux d'utiliser uniquement la langue arabe comme langue de travail et de correspondance.

D’une manière générale, on constate que le statut de « langue officielle », n’a permis aucun progrès dans la promotion et l’utilisation de la langue amazighe qui demeure reléguée à un rang inférieur puisque la langue arabe reste la seule « vraie » langue officielle et la langue « sacrée » de l’Islam, religion de l’Etat.

L’Algérie officielle ne veut pas reconnaitre et assumer de manière effective, sincère et positive son histoire et sa diversité culturelle. Au contraire elle combat cette diversité en pratiquant un apartheid anti-amazigh.

Concernant l’enseignement de la langue Amazighe, nous vous informons qu’elle est enseignée au niveau de 44 wilayas du pays au titre de l’année scolaire 2021-2022, en faveurs de 350 000 élèves pour un volume horaire de 3 heures par semaine. Sur ce point notre organisation salue l’effort fournit par l’Etat, mais regrette le caractère non obligatoire de l’enseignement de cette langue. A ce niveau Djazairouna veut aussi attirer votre attention sur le calvaire vécu par la population arabophone, qui est confrontée d’apprendre l’arabe littéraire à l’école au lieu de l’arabe Algérien, qu’est leur langue maternelle.

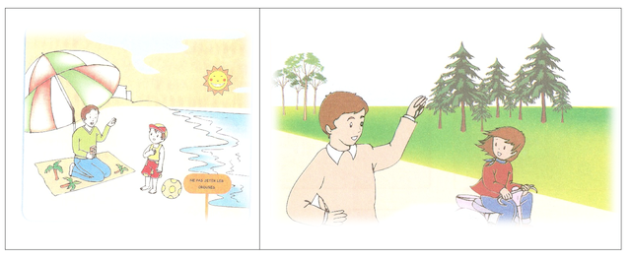
La circulaire du ministère de l’Education nationale N° 1394 du 14 août 2021 portant organisation exceptionnelle des élèves des trois paliers d’enseignement, y compris le volet enseignement de tamazight. Le retrait de tamazight de l’emploi du temps officiel a suscité beaucoup d’indignation et d’’interrogation sur la place de tamazight au sein de l’école Algérienne.

La didactique des langues est aujourd’hui en mutation permanente, des changements importants s’opèrent au niveau des méthodes, des techniques et surtout des matériaux employés. Parmi ces matériaux, les manuels scolaires restent les outils de transmission des savoirs les mieux exploités en classe de langue. Ils véhiculent non seulement les savoirs, mais aussi la culture et les valeurs qui s’y rattachent. La plupart des documents utilisés dans les manuels scolaires sont exploités à des fins didactiques, souvent puisés dans la vie réelle de telle façon que l’apprenant puisse établir le lien avec le monde dans lequel il évolue. En réalité, c’est la société dans laquelle nous vivons qui impose par ses traditions et ses coutumes une certaine vision du monde en général et de la femme en particulier.

Cette représentation du monde est figurée consciemment ou non à travers les supports et les activités du manuel. Ainsi, c’est dans l’espace classe qu’on reproduit les clichés et les stéréotypes présents dans la société. La femme, pour sa part, n’échappe pas à ces clichés et stéréotypes vécus au quotidien et relayés dans une certaine mesure par les manuels scolaires. Souvent, l’image de la femme, qui est donnée à lire dans les manuels scolaires correspond au schéma traditionnel de la femme au foyer, dont le rôle social est principalement de s’occuper des tâches ménagères et, au mieux d’occuper un poste d’enseignante ou d’infirmière. En petite fille, elle est également représentée avec l’image de celle qui aide sa maman dans les tâches ménagères et qui s’occupe de ses frères et sœurs. Les apprenants s’identifient souvent aux personnages qu’ils découvrent dans les supports trouvés dans les manuels scolaires surtout s’ils sont accompagnés d’images ou de photos. Il est nécessaire de revoir le choix de ces documents afin de reconsidérer l’image attribuée à la femme et de se débarrasser des clichés et des stéréotypes qui persistent à la cloisonner dans des rôles mineurs et restreints qui ne lui conviennent plus. Force est de constater que les temps ont changé et qu’il faut s’adapter à l’évolution de la société.

A ce niveau nous voulons attirer votre attention sur comment l’image des femmes Algériennes est illustré à travers manuel de 3e AP et qui se présente comme suit :

Celles des pages 49 et 51 montrent qu’il est octroyé à première vue à la femme des rôles secondaires, souvent à la maison, à la cuisine ou dans le jardin à l’image de la femme traditionnelle, mais très peu dans le lieu de travail. En plus clair, ces manuels font l’éloge de la femme au foyer et donnent aux élèves l’image d’une femme vouée à faire des tâches ménagères et à s’occuper de tous les membres de la famille. La mère, il n’y a que la mère qui est femme, toutes les autres ne sont encore rien.

À travers les illustrations suivantes (p.66, p.33/3e AP), le père (l’homme) emmène sa fille au parc, ou son fils à la plage, mais sans la mère (la femme). Cela suppose qu’elle est à la maison en train de préparer le déjeuner ou le diner et d’attendre leur retour. Il est significatif qu’elle n’accompagne pas son mari et ses enfants dans les lieux publics. Son absence dans ces illustrations, on le voit bien, est flagrante et renforce par cela même l’idée que sa place est au foyer.

Dans une autre séquence, la femme « traditionnelle » laisse place à la femme « moderne ». Les illustrations la montrent au volant d’une voiture, elle est aussi bibliothécaire et détient plus de responsabilités : chercher son enfant à l’école, faire les courses, aller au travail. (p.15, p. 26/3e AP). Mais, elle n’est jamais autre que maman. Une femme n’est que lorsqu’elle est mère. Et c’est la fête des Mères qui est évoquée est non pas celle des femmes à qui au demeurant l’institution scolaire fait sa fête. L’idéologie encore à l’œuvre. L’image obsolète qu’on donnait dans les manuels scolaires notamment la répartition inégale des rôles entre hommes et femmes dans la société semble laisser place à une image plus actuelle reflétant ainsi la femme active et « indépendante ». Mais le code éthique et esthétique qui sous-tend l’émergence de cette représentation tient aussi et surtout de la considération que le travail d’enseignante est un travail noble et « propre »[[26]](#footnote-26).

* 1. Le droit d’accéder et de transmettre des expressions créatives et des savoirs, ainsi que d’accéder à la créativité et aux savoirs des autres ;

Le patrimoine culturel a considérable changé au cours des dernières années. Il ne se limite pas uniquement aux monuments, aux sites et aux collections d’objets. Il comprend également les expressions vivantes : les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, rituels et événements festifs, les connaissances et pratiques concernant la nature et l’univers ou les connaissances et le savoir-faire nécessaires à l’artisanat traditionnel ; héritées de nos ancêtres et transmises à nos descendants. L’Algérie accorde un intérêt particulier à la préservation de son patrimoine, elle constitue une référence en Afrique, en matière d’expertise, disposant de centres de recherches spécialisés qui ont porté plusieurs biens culturels algériens sur la liste du patrimoine de l'humanité onusienne : célébrations populaires et religieuses, savoir-faire culinaires, vestimentaires et artisanaux, musicaux.

Traversée par diverses civilisations, l’Algérie possède un patrimoine culturel riche et varié, ce dernier est reflété dans la littérature, le cinéma, le théâtre, la musique et la peinture. De 2008 à 2022, notre pays compte à son actif neuf Patrimoine Culturel Immatériel (PCI) classés par l’UNESCO.

En 2008 le chercheur Rachid Bellil propose le premier PCI inscrit par l’Algérie qui est l’Ahellil du Gourara, une poésie chantée et dansée lors des cérémonies collectives et fêtes religieuses dans la région du nord d’Adrar. En 2012 l’Algérie propose les rites et les savoir-faire artisanaux liés à la tradition du costume nuptial de Tlemcen qui sera suivi en 2013 par l’inscription du pèlerinage annuel au mausolée « Sidi Cheikh » proposé par le chercheur Ahmed Ben Naoum.

La même année, l’Algérie a introduit son premier dossier multinational pour inscrire les pratiques et savoirs liés à l’Imzad, instrument de music monocorde ancestrale fabriqué et joué exclusivement par les femmes touarègues en Algérie, au Mali et au Niger. Ce dossier a été coordonné par l’anthropologue Badi Dida du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).

Un an plus tard (2014), c’est au tour de la cérémonie de la Sebeïba, qui se déroule chaque année dans l’oasis de Djanet, d’intégrer la liste du PCI. La même année le Sbuâ, un pèlerinage annuel à la zaouïa de Sidi El Hadj Belkacem dans le Gourara en célébration du Mawlid Ennabaoui, s’ajoute à la liste représentative du PCI de l’humanité à l’initiative de Rachid Bellil (le même chercheur qui a proposé l’Ahellil du Gourara). En 2018, les savoirs et savoir-faire des mesureurs d’eau des foggaras du Touat-Tidikelt (région d’Adrar) ont été classés sur la liste du PCI nécessitant une sauvegarde urgente.

De retour aux dossiers multinationaux, en 2020, le couscous a également été inscrit au PCI de l’humanité au nom de l’Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de la Mauritanie. En 2021 c’est au tour de la calligraphie arabe de s’inscrire au PCI au nom de seize pays suivants : L’Algérie, l’Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Mauritanie, Maroc, Oman, Palestine, Soudan, Tunisie, Emirats Arabes Unis et Yémen. L’Algérie a présenté le dossier de la musique Raï, qui a été examiné et inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité en décembre 2022. Aussi l’Algérie soumettra pour classement, en 2023, le dossier du «chant féminin», dans toutes ses variantes nationales. Ainsi que les métiers et savoir-faire liés au travail du Méta. Rappelons que les éléments matériels, sont classés dans la liste du patrimoine de l’humanité, la Casbah d’Alger, la Vallée du M’Zab, le Parc du Tassili N’Ajer (Djanet) et la Kalâa des Béni Hamad (M’sila)[[27]](#footnote-27)

Le plan d’action du gouvernement (2021-2021), a consacré un chapitre pour le volet culturel sous le titre : « l’économie de la culture », pour la mise en place de mécanismes qui permettront d’asseoir les conditions appropriées et efficientes pour le lancement d’une véritable industrie cinématographique, basée sur l’incitation à l’investissement et la libéralisation des initiatives aux fins de faire de l’Algérie un pôle de production et de tournage cinématographiques régional et international.

Par ailleurs nous voulons attirer votre attention sur un bon nombre de violation de ce droit à savoir :

Les séminaires universitaires se déroulent généralement avec une ingérence gouvernementale limitée. Le ministère de la Culture examine le contenu des films avant leur projection, ainsi que les livres avant leur importation. Le ministère des Affaires religieuses fait de même pour toutes les publications religieuses. La loi donne aux autorités un large pouvoir d'interdire les livres qui vont à l'encontre de la Constitution, «la religion musulmane et d'autres religions, la souveraineté et l'unité nationales, l'identité nationale et les valeurs culturelles de la société, les préoccupations de sécurité nationale et de défense, les préoccupations d'ordre public, et la dignité de l’être humain et les droits individuels et collectifs. ».

Les importateurs doivent soumettre au ministère le titre, le nom de l'auteur, le nom de l'éditeur, l'édition, l'année, le numéro international normalisé du livre et le nombre d'exemplaires à importer. Les importateurs d'ouvrages traitant du «mouvement national et de la révolution algérienne» doivent soumettre l'intégralité du texte des ouvrages pour examen, y compris une revue secondaire par le Ministère des Moudjahidine. Le ministère de la Culture peut également exiger un examen complet du contenu des livres sur d'autres sujets s'il le souhaite. Le ministère dispose de 30 jours pour examiner la demande d'importation. S’il n’obtient pas de réponse après 30 jours, l'importateur peut procéder à la distribution de la publication. Après avoir pris sa décision, le ministère notifie au service des douanes la décision d'autoriser ou d'interdire l'importation de la publication. Des recours peuvent être introduits auprès du ministère, sans contrôle indépendant ou judiciaire prévu dans le décret. Un décret de 2017 couvrant les textes religieux autres que le Coran stipule: «Le contenu des livres religieux à importer, quel que soit leur format, ne doit pas porter atteinte à l'unité religieuse de la société, à la référence religieuse nationale, à l'ordre public, à la bonne moralité, aux droits fondamentaux et aux libertés, ou la loi. » L'importateur doit soumettre le texte et d'autres informations, et le ministère doit répondre dans les 30 jours. Une non-réponse après cette période est considérée comme un rejet. Les textes religieux diffusés sans autorisation peuvent être saisis et détruits.[[28]](#footnote-28)

Concernant l'institutionnalisation du festival du film amazigh qui bénéficie du soutien financier de l’État, il convient de préciser qu'il est sous l’égide de la présidence de la république. De ce fait, les films sélectionnés pour participer à ce Festival sont ceux qui ne mettent pas le doigt sur des questions sensibles comme la discrimination raciale, les violences à l’égard des femmes, les droits linguistiques et culturels.

En 2012, les services de douanes algériens ont même retenu le Professeur de berbère Salem Chaker à la douane alors qu’il était invité pour la présidence d’un jury de thèse de doctorat en langue et culture amazighes par l’Université Mouloud Mammeri à Tizi-Ouzou le 1er juillet 2012. Il a été interpellé à l’aéroport d’Alger par la police des frontières qui l’a retenu plus de deux heures. Le motif avancé fait référence à un mandat d’arrêt de 1986. Sachant que Salem Chaker a eu à voyager en Algérie maintes fois depuis 1986, cet argument avancé par la police algérienne semble peu convaincant. Le Professeur Salem Chaker a d’ailleurs adressé une lettre ouverte aux autorités algériennes dans laquelle il précise que cet acte ne peut s’agir d’un simple dysfonctionnement ou d’un "excès de zèle" local, mais plutôt d’une volonté planifiée d’intimidation politique à son égard, visant à dissuader un intellectuel, libre dans sa parole et ses écrits, de se rendre en Algérie[[29]](#footnote-29)

En avril 2017, les autorités ont interdit au Café Littéraire à Aokas (localité située à 28 km à l’est de Béjaïa, d’organiser une conférence sous le thème « Matoub Lounes, le chemin de la légende » que devait animer l’écrivain Yacine Hebbache. Les services de la sous-préfecture ont attendu la matinée du 20 avril, jour symbolique pour les Amazighs, pour signifier cette interdiction aux membres de l’association Azday Adelsen n Weqqas qui anime le Café littéraire. Ils ont prétexté la proximité de la bibliothèque communale avec le centre culturel où doivent se tenir les éventuels meetings dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives prochaines[[30]](#footnote-30)

**Des établissements de divertissement et culturels sous haute surveillance :**

Le décret exécutif n° 05-207 a fixé de nouvelles « conditions et modalités d’ouverture et d’exploitation des établissements de divertissements » parmi lesquels figurent de nombreux cas d’espèce pour le moins hétéroclite : salle de jeux, vidéothèque, cybercafé, et établissement de spectacles.

Or, notre organisation tient à souligner que ces nouvelles conditions et modalités ne favorisent en aucun cas l’accès de la population algérienne, et notamment des jeunes, à la culture. D’après les articles 24 et 25 dudit décret, c’est au wali revient l’autorité de retirer l’autorisation susmentionnée. Les gestionnaires de ces établissements de divertissement, pour la plupart des cabarets, faisant toute la spécificité de la culture algérienne, n’ont pas manqué de s’insurger, à maintes reprises, contre les excès et l’arbitraire de cette nouvelle réglementation.

**Les galeries d’art :**

Par ailleurs, il faut souligner que l’excès de réglementation touche plusieurs autres domaines culturels. A cet effet, il faut souligner la publication d’un décret exécutif n°06-155 du 11 mai 2006 concernant notamment les galeries d’art « fixant les conditions et modalités d’exercice du commerce des biens culturels mobiliers non protégés, identifiés ou non identifiés  ». Les galeristes se plaignent de ce décret qui soumet l’exercice de leur profession à des contraintes et frais supplémentaires qu’ils ne peuvent pas assumer. En effet et depuis 2006, il est nécessaire pour eux de demander, pour exercer leur profession, une immatriculation au registre du commerce et une autorisation du Ministre de la culture. En conséquence, plusieurs galeries d’art, assimilées au régime des commerçants, ne pouvaient plus payées leurs charges et ont donc dû fermer. L’exercice de cette profession est aussi strictement règlementé pour ce qui est de l’achat et de la vente des marchandises culturelles[[31]](#footnote-31).

* 1. Le droit d’accéder aux bénéfices de la science et à ses applications, y compris les savoirs scientifiques, les technologies et les opportunités de contribuer à l’entreprise scientifique ;

Le potentiel scientifique algérien est aujourd’hui à tous points de vue un des moins développés d’Afrique. Le niveau des étudiants et des enseignants ne cesse de baisser et le taux d’encadrement se dégrade d’année en année. Certes, l’Algérie dispose encore d’une importante infrastructure, mais ayant gravement négligé le facteur humain, celle-ci est mal ou sous-utilisée. L’impact sur le rendement scientifique du pays est évident : en 1997, les bases de données françaises (PASCAL) et américaine (ISI) s’accordent à faire apparaître l’Algérie au 7e rang africain avec 170 articles scientifiques recensés, contre 1 462 pour l’Afrique du Sud, 1 190 pour l’Égypte, 475 pour le Maroc, 454 pour la Tunisie, 441 pour le Nigeria et 263 pour le Kenya (Waast, Arvanitis, 1999). Elle est suivie de près par la Côte d’Ivoire avec 149 articles, le Cameroun et le Sénégal avec 135 articles chacun.

La recherche publique s’effectue au sein des centres nationaux de recherche dépendant du Ministère de l’Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, (10 centres et 2 unités de recherche). Ce secteur a traversé, particulièrement à partir des années 90, une longue phase de turbulence, changeant six fois de tutelle, d’organisation, de misions et d’appellation, suscitant les protestations du Syndicat national des chercheurs permanents. Souvent éphémères au regard de la période minimale de maturation d’un projet de recherche, ces changements ont fini par « déstabiliser le secteur de la recherche dans ses trois niveaux : structures d’orientation et d’exécution, accumulation d’expérience et de savoir-faire et capitalisation des ressources humaines.

Les activités de recherche et de recherche-développement sont globalement localisées au sein de 15 départements ministériels et assurées par 126 institutions de recherche, dont le statut (établissement public administratif, établissement public industriel et commercial ou entreprise publique économique) varie en fonction du secteur d’appartenance. Quelque 2 230 projets sont actuellement en cours de réalisation dont 1 540, soit 70 %, sont domiciliés dans des structures sous tutelle du Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et mobilisent 76 % du potentiel national de chercheurs. Les entreprises et les ministères techniques mobilisent une proportion non négligeable de 30 % de l’activité nationale de recherche.

Ces dernières années se caractérisent par de nombreuses créations juridiques, réglementaires et institutionnelles. Depuis 1998, on dénombre l’adoption de deux lois, la promulgation de 7 décrets exécutifs, et la mise en place de nombreux conseils et agences nationaux devant œuvrer à la promotion de la recherche scientifique. Toutefois, cette panoplie de mesures d’ordre institutionnel, organisationnel et financier représente surtout un encadrement de la recherche, et concerne principalement la gestion administrative dans ses deux niveaux central et local ; elle ne s’est guère accompagnée d’une amélioration à la base, et tout se passe comme si la recherche devait se faire par la seule vertu des mesures juridiques et institutionnelles, sans le concours des chercheurs et des enseignants chercheurs. Présentée comme un cadre d’exercice de la recherche, il est à craindre qu’elle n’annonce le retour du corset institutionnel avec les multiples médiations bureaucratiques qu’il génère dans le contexte algérien.

Alors que les processus sociaux ont mis plus de vingt ans pour se substituer aux procédures institutionnelles, la résurrection de l’administratif par le biais de la réglementation de la recherche, marque surtout le retour de la suprématie de l’administratif, en tant qu’émanation du pouvoir politique, sur le pouvoir technique généré et soutenu par l’autonomie des groupes professionnels. L’enjeu serait alors le contrôle d’un espace professionnel qui a commencé à se développer de manière librement négociée, à la seule initiative des scientifiques et des ingénieurs d’industrie. Il s’agirait de remplacer des processus sociaux autonomes, émanant des acteurs sociaux de la recherche, par des procédures institutionnelles émanant du pouvoir politique. A l’heure de la « déréglementation », la recherche est plus que jamais réglementée[[32]](#footnote-32)

* 1. Le droit de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels résultant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont une personne est l’auteure :

Dans ce domaine l’Algérie a créé l'Office National des Droits d’Auteur et des Droits Voisins, (ONDA, qu’est une société algérienne de gestion des droits d'auteur créée en 1973, cet établissement est considéré comme le premier établissement africain en matière de protection des droits d’auteur. Sa mission principale est la protection des intérêts moraux et matériels des auteurs ou de leurs ayants droit et des titulaires des droits voisins. Cette protection est assurée dans le cadre de la gestion collective ou travers la simple protection. La protection des œuvres du Patrimoine culturel traditionnel et des œuvres nationales tombées dans le domaine public.

L'ONDA et la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) avaient signé en 2012 un protocole de coopération pour la lutte contre l'atteinte à la propriété intellectuelle et artistique, conférant aux officiers de la DGSN et les agents assermentés de l'ONDA les prérogatives d'intervenir dans le cadre de la lutte contre le piratage. Des lots de près de 2 millions de supports audio et vidéo (CD et DVD) contrefaits, saisis au cours de l’année 2015 ont été détruits le 23 mai 2016, dans une opération organisé par l'ONDA, en présence du premier ministre Abdelmalek Sellal, de quelques membres de du Gouvernement et une pléiade d’artistes, parmi eux les chanteurs Khaled, Cheb Mami, groupe DjurDjura, Idir, Cheb Bilal, Lounis Aït Menguellet, mais aussi l’écrivaine Ahlam Mosteghanemi, le comédien Mohamed Adjaimi et plusieurs autres figures de l’art et la Culture. Par ailleurs, l'ONDA a conclu en 2014 un protocole d'accord avec YouTube, en vertu duquel ce dernier verse à l'ONDA les droits des auteurs algériens au titre de la diffusion de leurs œuvres artistiques sur le site électronique de partage de vidéos.

Dans ce volet nous voulons attirer votre attention sur la censure des livres en Algérie, qui n’est pas conforme à l’observation générale n°17 du Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels, sur « le droit de chacun de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l’auteur », ne manque pas de rappeler clairement, en son 4ème paragraphe, que : « le droit de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de sa propre production scientifique, littéraire ou artistique a pour objet d’encourager les créateurs à contribuer activement aux arts et aux sciences et au progrès de la société dans son ensemble. En tant que tel il est intrinsèquement lié aux autres droits reconnus à l’article 15 du Pacte »[[33]](#footnote-33).

Durant le mois d'octobre 2017, deux universitaires ont été exclus des débats organisés dans le cadre du Salon international du livre d'Alger (Sila), l'historien Daho Djerbal et le sociologue Aïssa Kadri ont été « informés par un appel téléphonique de la part d'un membre officiel du comité d'organisation de l'annulation de leur participation »[[34]](#footnote-34)

Le 31 mars 2022, 12 livres des éditions Koukou ont été censuré au salon international du livre, parmi ces livres frappés d’interdiction on trouve le livre de Mr Abdellah Agoune dans lequel il rend hommage dans un récit poignant aux victimes de la barbarie islamiste, parmi les livres aussi blacklistés se trouve également la sérieuse réflexion faites par l’éminent sociologue Mohamed Mabtoul : liberté, dignité et citoyenneté, et encore celui de l’avocat Mokrane Ait Larbi Démocrature[[35]](#footnote-35).

* 1. Le droit de prendre part aux processus et décisions ayant un impact sur la vie culturelle, y compris :
     1. Le droit à la participation effective et à la consultation des personnes appartenant à des minorités ;

Concernant la vie culturelle, l’Algérie n’a jamais mis en place un processus de consultation, et à titre d’exemple nous citons la célébration du nouvel an berbère à partir de 2018 (12 janvier de chaque année), qui est reconnu comme fête nationale (journée chômée et payée», par loi n°18-12 du 2 juillet 2018, modifiant et complétant la loi n°63-278 du 26 juillet 1963 fixant la liste des fêtes légales[[36]](#footnote-36).

* + 1. Le droit au consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones et des populations locales :

En Algérie il n’existe pas de peuples autochtones

1. **Veuillez fournir des exemples récents de programme, politiques et engagements démontrant :**
   1. Que le développement durable est discuté au-delà du modèle d’accumulation de richesse ;
   2. Que les droits culturels sont considérés et expliqués ;
   3. Que le développement culture lest mentionné et expliqué ;
   4. Que l’expression de la diversité culturelle est respectée, protégée et mise en œuvre ;
   5. Que les voix et aspirations marginalisées sont identifiées et entendues ;
   6. La volonté de garantir que le développement soit auto-déterminé et mené par les communautés concernées ;
   7. La volonté explicite de prendre en compte les aspirations, valeurs et priorités locales, plutôt qu’un modèle unique ;
   8. La volonté d’assurer un développement orienté vers le futur.
2. Veuillez fournir des informations sur tout mécanisme de suivi et d’évaluation examinant l’impact sur les droits culturels de vos programmes et politiques de développement. Veuillez également fournir des informations concernant tout mécanisme pour soumettre des plaintes et demander réparation en cas de violation ?
3. **Questions supplémentaires pour les agences internationales, globales et régionales de développement**(Banque mondiale, FMI, OMC, banque asiatique de développement, etc…)
   1. Est-ce que votre agence a adopté un engagement, une stratégie ou une politique générale sur les droits humains ? Si oui, veuillez expliquer sur quelle source elle s’appuie, que ce soient les traités internationaux, un code de conduire ou un cadre volontaire, une charte ou des lignes directrices. Veuillez expliquer, le cas échéant, quelle est l’évolution de ces engagements envers les droits humains dans l’histoire de votre organisation.
   2. Comment le respect de la diversité est-il intégré dans les processus de conception et de mise en œuvre de programmes de développement de votre agence ? Comment les programmes de développement sont-ils adaptés aux valeurs culturelles, visions du monde, pratiques et identités des personnes concernées, dans chaque contexte ? Veuillez fournir des exemples de mise en contexte et adaptation de la planification, mise en œuvre et évaluation de vos programmes visant le respect des déverses visions et aspirations de développement.
4. **Questions supplémentaires pour les gouvernements et leurs agences nationales de développement**
   1. Comment les droits humains sont-ils généralement intégrés dans les politiques et programmes de développement, à la fois dirigés vers la mise en œuvre domestique et dans le cadre de l’aide et la coopération au développement ?
   2. Quelles garanties en matière de droits de l'homme votre gouvernement et ses agences ont-ils intégrées dans leurs stratégies, programmes et ententes de développement, de coopération et d’assistance ?
   3. Existe-t-il des processus participatifs qui influencent et informent l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes de développement menés par votre gouvernement à l'étranger ? Si oui, comment sont-ils intégrés ?
   4. Est-ce que les priorités et l’assistance au développement fournies par les agences globales (telles que la Banque Mondiale, le FMI, ou toute autre agence de commerce ou de développement pertinente) ont eu un impact sur les aspects des politiques de développement de votre pays concernant les droits culturels et la diversité culturelle ? Veuillez fournir des exemples positifs et négatifs le cas échéant, particulièrement après 2018.
5. **Questions supplémentaires pour les organisations internationales, nationales et locales de la société civile, y compris les personnes et organisations impliquées dans les programmes de développement**
   1. Est-ce que votre agence a adopté un engagement, une stratégie ou une politique générale sur les droits humains ? Si oui, veuillez expliquer sur quelle source elle s’appuie, que ce soit les traités internationaux, un code de conduire ou un cadre volontaire, une charte ou des lignes directrices. Veuillez expliquer, le cas échéant, quelle est l’évolution de ces engagements envers les droits humains dans l’histoire de votre organisation.
   2. Comment est-ce que la planification, la mise en œuvre et le suivi de vos programmes de développement sont adaptés aux valeurs culturelles, visions du monde, pratiques et identités des personnes concernées, dans chaque contexte concerné par votre travail ? Comment est-ce que le respect de la diversité culturelle est inclus dans les processus ?
   3. Est-ce que les priorités et l’assistance au développement fournies par les agences globales (telles que la Banque Mondiale, le FMI, ou toute autre agence de commerce ou de développement pertinente) ont eu un impact sur :
      * les aspects de vos programmes concernant les droits culturels et la diversité culturelle ?
      * les politiques et orientations de développement de votre pays ?

Veuillez fournir des exemples positifs et négatifs le cas échéant, particulièrement après 2018.

1. E/C.12/DZA/Q/4/Add.1 [↑](#footnote-ref-1)
2. https://algeria-watch.org/?p=30333 [↑](#footnote-ref-2)
3. https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/issues/education/training/Correspondences/AlgeriaNHRI\_April2012.pdf [↑](#footnote-ref-3)
4. Extrait de l'article non publié de Mouloud Boumghar : « Le formalisme constitutionnel et les pratiques répressives en Algérie, ou l'utilisation autoritaire de la loi contre les droits » [↑](#footnote-ref-4)
5. https://sciencespo.hal.science/hal-03391714/file/2021-martinez-algerie-rapport-perspectives-pour-la-democratie-et-les-droits-humains.pdf [↑](#footnote-ref-5)
6. https://amb-algerie.fr/wp-content/uploads/2022/04/Pland-action-du-gouvernement-pour-la-mise-en-oeuvre-du-programme-du-president-de-la-republique-2021-fr.pdf [↑](#footnote-ref-6)
7. http://www.liberte-religieuse.org/algerie/ [↑](#footnote-ref-7)
8. https://www.state.gov/documents/organization/132781.pdf [↑](#footnote-ref-8)
9. https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/07/mde280062010fra.pdf [↑](#footnote-ref-9)
10. https://dz.usembassy.gov/wp-content/uploads/sites/236/2019-IFRF-Algeria-French.pdf [↑](#footnote-ref-10)
11. https://www.amnesty.fr/pays/algerie [↑](#footnote-ref-11)
12. https://eclj.org/religious-freedom/un/algerie--un-pasteur-condamne-a-la-prison-pour-proselytisme? lng=fr [↑](#footnote-ref-12)
13. https://www.portesouvertes.fr/edifier/filrouge/nouvelle-fermeture-d-eglise-en-algerie-temoigner-malgre-tout [↑](#footnote-ref-13)
14. https://www.hrw.org/fr/world-report/2022/country-chapters/380462 [↑](#footnote-ref-14)
15. Constitution Algérienne 2020. [↑](#footnote-ref-15)
16. https://www.lematindz.net/news/13907-blague-de-sellal-sur-les-chaouis-la-protestation-fait-tache-dhuile.html [↑](#footnote-ref-16)
17. https://www.lematindz.net/news/16668-othmane-saadi-recidive-les-berberes-sont-des-ignorants.html [↑](#footnote-ref-17)
18. https://www.liberte-algerie.com/editorial/les-hyenes-sont-lachees-5883 [↑](#footnote-ref-18)
19. https://www.algeriepatriotique.com/2022/04/18/graves-derapages-a-bouira-et-oran-qui-cherche-a-raviver-le-feu-de-la-discorde/ [↑](#footnote-ref-19)
20. Selon le rapport officiel de la commission désignée par le gouvernement et présidée par le Professeur Issad [↑](#footnote-ref-20)
21. https://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/algerie-4Berberes\_ling.htm [↑](#footnote-ref-21)
22. https://admi.net/world/dz/loi91-05.html [↑](#footnote-ref-22)
23. https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p\_lang=fr&p\_isn=71590&p\_country=DZA&p\_count=1096 [↑](#footnote-ref-23)
24. http://www.joradp.dz/trv/fpcivil.pdf [↑](#footnote-ref-24)
25. http://lexalgeria.free.fr/wilaya.htm [↑](#footnote-ref-25)
26. https://aleph.edinum.org/1778 [↑](#footnote-ref-26)
27. https://ijmshr.journals.ekb.eg/article\_271574\_01a1f4a79b1937838f619da93de1c4cc.pdf [↑](#footnote-ref-27)
28. https://dz.usembassy.gov/wp-content/uploads/sites/236/RAPPORT-ALGE%CC%81RIE-2020-SUR-LES-DROITS-FR.pdf [↑](#footnote-ref-28)
29. http://tamazgha.fr/Salem-Chaker-interpelle-les.html [↑](#footnote-ref-29)
30. http://kabyleuniversel.com/2017/07/17/la-culture-a-aokas-souffrirait-le-traumak-des-autorites/ [↑](#footnote-ref-30)
31. https://www.fidh.org/IMG/pdf/AlgerieDESCfr.pdf [↑](#footnote-ref-31)
32. https://books.openedition.org/iremam/419?lang=fr [↑](#footnote-ref-32)
33. E/C.12/GC/17 [↑](#footnote-ref-33)
34. https://www.algerieinfos-saoudi.com/2017/10/censure-au-salon-du-livre.vengeance-de-bas-etage-du-pouvoir-contre-daho-djerbal-et-aissa-kadri.html [↑](#footnote-ref-34)
35. https://www.liberte-algerie.com/actualite/on-ne-censure-pas-un-livre-375793 [↑](#footnote-ref-35)
36. https://www.algerie360.com/journal-officiel-yennayer-est-officiellement-une-fete-nationale

    [↑](#footnote-ref-36)